

GENERALITES

I - PRESENTATION DU PROJET

Le projet, objet du présent CCTP, concerne la réalisation d'un nouveau centre de lavage des caisses à poisson ainsi que d'un préau de ramendage.

Ce projet s'inscrit dans un appel d'offres ouvert, Européen.

Le bâtiment est classé suivant la nomenclature ICPE 2663-2 stockage, 2795 : « Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux » et 2915 « stockage fluide thermique ».

La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m³/j » le régime est : DC

À compter du 1^{er} juin 2015 (décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, annexes) :

Régime de la déclaration :

Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795.

Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795 (installation de lavage fûts, conteneurs et citernes de transport de matières dangereuses au sens de la rubrique n° 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux)

Afin de respecter le caractère déclaratif de l'ICPE 2795, la consommation d'eau journalière ne devra pas dépasser 20 m³/j

L'ensemble de l'installation telle que définie dans le schéma fonctionnel comprendra :

- ✓ Une zone de réception
- ✓ Une zone de tri
- ✓ Une zone de préparation avant lavage
- ✓ Une zone de lavage
- ✓ Une zone de préparation propre
- ✓ Une zone de stockage propre
- ✓ Zone technique
- ✓ Zone de prétraitement avant rejet
- ✓ Zone de stockage produit
- ✓ Zone de livraison
- ✓ Ainsi qu'une zone de locaux sociaux et bureaux

Le traitement d'eau sera centralisé, un réseau de distribution spécifique desservira chaque élément de la chaîne, prélavage, lavage, etc...

La production de chaleur sera centralisée et distribuée par un réseau de fluide thermique à la température de 200 °C. l'eau chaude sanitaire des locaux sociaux sera donc produite par le process

Chaque élément de la chaîne nécessitant une source de chaleur, sera raccordé par l'intermédiaire d'un échangeur thermique.

Les eaux de lavage seront collectées, stockées et traitées avant rejet afin de respecter les valeurs limites en vigueur.

Sous le stockage, sera réalisé un bassin de rétention pour d'éventuelles eaux d'incendie.

- Caractéristiques du site :

- ✓ Zone Portuaire

- Situation :

LE PORTEL (62) – BOULOGNE/MER (62)
Rue du Petit Port
Quai Le Garrec

Identification des intervenants

- Maître d'ouvrage :

SEPD
62100 CALAIS

- Maître d'œuvre bâtiment / Architecte :

CLC CONSTRUCTION
15 Rue Huret Lagache
62200 BOULOGNE SUR MER

- Maîtrise d'œuvre process :

BEA PINGAT
135 Boulevard Paul Painlevé
59 LILLE

- Bureau de contrôle :

SOCOTEC

- Coordonnateur OPC :

CLC CONSTRUCTION

- Coordonnateur SPS :

TERRE OPALE

- Ecologue :

BIOTOP

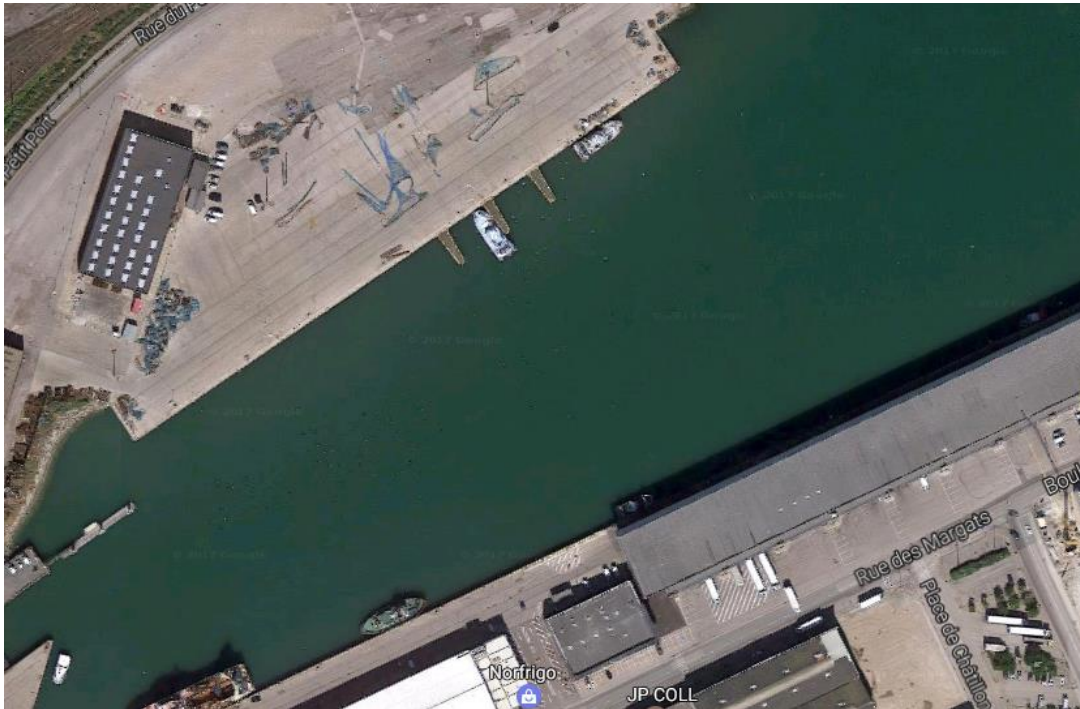
Documents graphiques joints au dossier de consultation

A. Documents graphiques

- Le plan de situation ;
- le plan du rez-de-chaussée ;
- le plan d'étage ;
- des coupe (s) ;
- les façade (s) ;
- plans divers pour apprécier l'étendue de certaines prestations,

État actuel du terrain

Le terrain actuel est :



- Un terrain vierge ne comportant pas de plantations.

Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique

La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, et selon le calendrier prévisionnel si celui-ci a été établi et joint au DCE. Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité. La sortie de chantier sur la voie publique sera équipée de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier.

L'accès du chantier pour les entreprises se fera par :

- ✓ Rue des Margats ou Sarraz Bournet
- ✓ Rue du Petit Port
- ✓ Quai de l'Amiral Huguet

Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Il est précisé que l'activité de la CME ne devra pas être entravée par le périmètre du chantier.

La bande à quai de 20 mètre ne sera jamais utilisée même ponctuellement, tant pour des raisons de circulation que pour d'éventuel problème de charge. La résistance de la bande des 20 mètres ne permettant pas la mise en station de grue ou autre élément ponctuellement lourd.

Décomposition des travaux en Marchés

Liste des Marchés de l'opération :

- **Marché n°1** : Construction du bâtiment Objet de la présente consultation, décomposé en lots

LOT 1	Génie civil - VRD
LOT 2	Fondations – charpente béton – couverture – panneaux béton
LOT 3	Equipement de quais
LOT 4	Menuiseries PVC
LOT 5	Menuiseries métalliques - Métallerie
LOT 6	VMC – plomberie - sanitaire
LOT 7	Electricité
LOT 8	Cloisons – faux plafond
LOT 9	Menuiseries intérieures
LOT 10	Carrelage - Faïence
LOT 11	Peinture
LOT 12	Signalétique

- **Marché n° 2** : consultation en cours, Processus de lavage et manutention stockage, Process et utilités

Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge du titulaire dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des notes de calculs et des plans d'exécution ;
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorée ou salis par les travaux du présent Marché ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- Les frais généraux du chantier ;

- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
 - Les notices de fonctionnement et d'exploitation.
 - Les notices d'entretien.
 - La liste des consommables
 - Liste chiffrée des pièces de rechange
 - Le plan de maintenance prévisionnel

Plans de récolement et DOE

Les plans de récolement lot par lot seront à établir par chacun des adjudicataires. L'échelle sera fonctions des lots : 1/50, 1/100, et permettront une parfaite lectures de ceux-ci.
Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

Tous les documents seront en langue française (3 exemplaires papiers et 3 cd).

Lors de la réception des travaux, le titulaire devra fournir son dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant :

- Les plans et schémas des installations conformes aux installations exécutées. Ils devront faire apparaître en particulier tous les éléments ayant trait à la sécurité.
- L'ensemble des notes de calculs (structure, portance, écoulement, débit d'air VMC, etc..)
- Le cahier des schémas électriques réalisé suivant la charte SEPD
- Les notices d'exploitation et d'entretien avec un listing quantitatif clair et exhaustif des matériels mis en œuvre, compris référence produit, fabricant et le cas échéant le distributeur.
- Les avis techniques,
- Les procès-verbaux de classement des appareils et des matériaux mis en œuvre,
- Les procès-verbaux des essais et contrôle
- Les certificats de garantie
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des appareils fournies par leurs fabricants (en langue française),
- Tous les documents nécessaires à l'établissement par le CSPA du DIUO
- Une fiche par local comprenant tous les équipements installés par le présent marché

Notices de fonctionnement obligatoirement en français, Loi n° 94-665 du 4 août 1994, article 2.

Les plans et schémas devront être transmis sous forme de fichiers compatibles **aux formats DWG et PDF**, compris l'ensemble des fichiers sources et bibliothèques si nécessaire.

Installations de chantier

Les installations de chantier et base vie sont à la charge du lot « Génie civil & VRD » dans le plus strict respect du PGC joint en annexe au présent CCTP.

II - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE

Rappel de la réglementation

A. Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- Le Code civil ;
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code des communes ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code rural ;
- Le Code du travail ;
- Tous les autres codes applicables ;
- Le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- La Réglementation sécurité incendie ;
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- Le Dossier ICPE ;
- Les différents textes réglementaires et normatifs sur l'eau ;
- etc...

B. Exigences fondamentales

Le titulaire devra respecter l'ensemble des exigences qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- La sécurité incendie ;
- La prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc.) ;
- La protection contre le bruit ;
- La santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc.) ;
- La performance énergétique et la réglementation thermique ;
- L'éco construction et la qualité environnementale du bâtiment.

Le titulaire devra dans tous les cas respecter la réglementation et notamment celles concernant :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai. Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Il incombera au titulaire de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

Prescriptions concernant les produits, matériaux, et procédés innovants

A. Appréciation technique d'expérimentation (ATEx)

L'ATEx est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un avis technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

B. Évaluation technique européenne (ETE)

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE remplace progressivement les Agréments Techniques Européen (ATE). L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant, sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

C. Le Pass Innovation

Le Pass Innovation est une procédure récente d'évaluation technique des innovations lancée au CSTB pour répondre au besoin de rapidité ressenti dans l'intégration en France des solutions techniques méritant un développement urgent, notamment celles contribuant aux orientations données par le Grenelle de l'Environnement. Cette procédure d'évaluation s'adresse principalement aux techniques bénéficiant déjà d'un retour d'expérience réussi ou d'une évaluation étrangère favorable d'aptitude à l'emploi.

D. Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs groupes spécialisés. Pour pouvoir formuler les avis techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les groupes spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers groupes spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un groupe spécialisé compétent ou à un groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les groupes spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

E. Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies. Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- La constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- La certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation donnée,
- Une réduction de ses contrôles de réception,
- Une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

F. Prescriptions environnementales

Les prescriptions environnementales concernant ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou du social.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque Marché.

Ce marché est soucieux :

- De la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement ;

- De donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques.

Prescriptions concernant la mise en œuvre

Le titulaire devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- Les DTU et NF-DTU ;
- Les normes ;
- Les Eurocodes ;
- Les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- Les cahiers du CSTB ;
- Les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- Les fiches d'application et solutions techniques ;
- Les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- Les Règles de l'Art Grenelle Environnement.

Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

L'entreprise s'engage donc sans réserve à respecter l'ensemble du PGC et de son PPSPS validé par le coordonnateur SPS

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- Des actions d'information et de formation ;
- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

En complément Il devra se soumettre à toutes les demandes complémentaires du coordonnateur SPS, éventuellement de la CARSAT et de l'Inspection du Travail, sans pouvoir réclamer un ajustement du montant de son marché. La sécurité n'est pas rémunérée par un prix spécial, celle-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

III - SPÉCIFICATIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT

Prestations à la charge des entreprises

Les prestations à la charge du titulaire dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et du titulaire ayant réalisé les supports ;
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;

- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens des ouvrages ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- Les frais généraux du chantier ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.
- La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
 - La ou les notices de fonctionnement et d'exploitation ;
 - La ou les notices d'entretien.
 - La liste des consommables
 - Liste chiffrée des pièces de rechange

En complément aux prescriptions des DTU, Le titulaire sera tenu :

- De s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et des installations pouvant avoir une influence sur ses travaux ;
- De prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.
- D'une manière générale il conviendra que le titulaire du présent marché réceptionne ses réservations, et ouvrages demandés au marché Gros Œuvre selon ses stipulations.

Démarches et autorisations administratives

Le titulaire aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès des autorités compétentes et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Le titulaire réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Le titulaire se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Le titulaire devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Le titulaire sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de ses travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, L'entrepreneur du lot °2 devra à ses frais :

- Porter de manière visible sur tous les poteaux, sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels Le titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié. Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

Échantillons

Le titulaire est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution, accompagnés de leurs fiches techniques.

Ils seront entreposés par le titulaire dans un local spécial annexé à la salle de réunion / bureau du maître d'œuvre, locaux mis à disposition par le titulaire du présent marché.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par Le titulaire, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre & maître d'ouvrage.

Éléments "modèles"

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander au titulaire la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de "modèle".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et Le titulaire devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par Le titulaire et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge du titulaire, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués " non traditionnels " devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à avis technique, le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits titulaires d'un avis technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Le titulaire du Lot n°2 aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, incorporation au coulage, etc... nécessaires à la complète et parfaite exécution des ouvrages des autres lots du marché bâtiment mais également ceux et celles du marché Process. Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par le demandeur de la réservation.

Les modifications, percements et autres dans les ouvrages étant formellement interdits sans un accord écrit du Lot n°2, les demandeurs de réservations devront en **temps utile** prendre toutes dispositions afin de les faire prévoir au coulage ou à la préfabrication.

De plus, toutes réservations, percements ou autres non spécifiés en temps utile seront réalisés par le Lot n°2 au frais du défaillant.

Protection des ouvrages

Chaque titulaire de lot se devra de protéger ses ouvrages par rapport aux autres lots du marché bâtiment, et Process.

La dalle béton sera livrée finie au lot Process et la protection de celle-ci sera bien évidemment à la charge du lot Process.

L'ensemble des zones destinées au Process sera peint avant l'arrivée du Process et les reprises de peinture seront à la charge de celui-ci.

Nettoyage de chantier

L'ensemble des titulaires et leurs éventuels sous-traitants intervenant sur le chantier devront toujours, immédiatement après exécution de leurs travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de leurs travaux et au balayage des sols. Le titulaire aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis par la porte d'accès.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et les titulaires de lot devront prendre toutes dispositions à ce sujet, voir PGC.

Tout manquement à la propreté sur le site sera géré directement et sans délais par le maître d'œuvre.

Suite à un simple appel téléphonique ou mail aux entreprises resté sans réponse, afin de remédier au problème, le maître d'œuvre fera nettoyer le chantier par le prestataire de son choix aux frais des défaillants, sans contestation possible.

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tout autre gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier et les emplacements mis à disposition remis en état au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette réception est prévue le : 28 février 2019 étant rappelé que la mise à disposition du bâtiment pour le lot Process est prévue en juin 2018

Passerelles, protections, etc. des tranchées

Le titulaire aura implicitement à sa charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- Toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas,
- Toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires,
- La signalisation de jour et de nuit,
- Tous les autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

Planning d'exécution des travaux

Le planning d'exécution prévisionnel des travaux sera le suivant :

- ❖ **OS : 11/2017**
- ❖ **Étude : 11/2017**
- ❖ **Mise à disposition des équipements nécessaires à la mise en place du process : 06/2018**
- ❖ **Essais process prévu en décembre 2018**
- ❖ **Réception définitive : 28/02/2019**

IV - INFORMATIONS PARTICULIÈRES

L'exécution des travaux devra être conforme au présent dossier. Tout changement devra au préalable recevoir l'approbation du Maître d'œuvre.

Les spécifications numériques dans les projets déposés par les soumissionnaires représentent des minima à fournir et à installer. Il est entendu que toute augmentation de ces spécifications numériques qui serait reconnue ultérieurement nécessaire ne pourra donner lieu à aucun supplément de prix.

Si préalablement à l'exécution ou au cours du montage, des modifications d'ordre secondaire s'avéraient nécessaires, le titulaire ne saurait, de ce fait, demander une quelconque plus-value. Seuls les travaux reconnus supplémentaires au terme du présent devis descriptif pourront faire l'objet de demandes par le titulaire.

Le titulaire ne pourra invoquer ultérieurement une omission non signalée ou une mauvaise interprétation des pièces écrites, plans et schémas, pour éviter de fournir ou installer tout appareil ou canalisation nécessaires à la livraison de l'installation en bon état de fonctionnement et de conformité aux règles de l'art ou aux réglementations applicables à sa prestation et en vigueur à la date de remise de son offre.

Toutes les observations devront être produites à l'appui de l'offre et toute modification des prestations, justifiée par une note annexe.

Avant de commencer une tâche, le titulaire devra s'assurer, sur place de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans. En cas de doute, il devra prévenir le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de provoquer lui-même et en temps utile, les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui faire défaut et de répéter sa demande par lettre dans le cas où il n'aurait pas obtenu de telles instructions.

D'une manière générale, le titulaire ne pourra effectuer un travail supplémentaire sans accord écrit du maître d'ouvrage.

L'implantation des installations, la disposition et l'état des lieux, les conditions d'exécution, la nature et les cotes des ouvrages existants etc... ayant été reconnus par l'entreprise et acceptés par elle, celle-ci déclare expressément faire son affaire personnelle des difficultés pouvant être rencontrées par elle à l'occasion de l'exécution des travaux qui lui incombent.

Ainsi et d'une manière générale aucune réserve, de quelque nature qu'elle soit, ne sera acceptée en cours d'exécution des travaux, l'entreprise ayant par contre toute latitude si elle le juge nécessaire, d'en formuler par écrit en remettant sa soumission.

Le titulaire doit être assuré de la possibilité et de la certitude de pouvoir approvisionner régulièrement son chantier.

Aucune créance de livraison des fournisseurs ne pourra être invoquée pour excuser un quelconque retard sur les dates d'exécution prescrites.

V - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Obligations spécifiques de l'entreprise

Le personnel devra avoir la qualification adaptée à chaque tâche. L'entreprise devra justifier de cette qualification y compris pour la partie étude.

Une omission sur un plan ou dans le présent CCTP n'aura pas pour effet de soustraire Le titulaire à l'obligation d'exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits, soit atteindre les objectifs, pour le montant global inscrit au marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations, et cela suivant les règles de l'art, la réglementation, les exigences du Bureau de Contrôle, des Services Concédés et selon les précisions données par les plans ou le CCTP. Il ne pourra de plus, prétendre ultérieurement à un supplément au prix forfaitaire.

Le titulaire du présent marché devra la totalité des fournitures et travaux nécessaires à la finition complète de l'installation et à son bon fonctionnement selon les résultats demandés, la présente spécification n'étant pas limitative.

Le titulaire du présent marché devra la réalisation des ouvrages de réservation qui n'auraient pu être réalisés par le titulaire du marché du lot n°1 ou 2, du fait du titulaire du présent marché qui n'aurait pas fourni en temps utile les plans de réservations de ses ouvrages.

Pour les parties structurelles, il aura l'obligation de mandater à ses frais le titulaire du marché du lot n°2. Dans le cadre de sa prestation, l'entreprise devra adapter l'ensemble de ses prestations avec les exigences du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, tant sur le passage des réseaux que sur la nature des appareils installés.

Il appartiendra au titulaire du marché, de se mettre en rapport avec le Bureau de Contrôle, les Services d'assainissement, les Services Concédés (GDF..., en vue de l'agrément de toutes ses installations et qualité des rejets, branchement et passage des canalisations (mise au point avant exécution et réception des ouvrages). Au cours de l'exécution des travaux, tous les plans, dessins, croquis, études et échantillons qui sont à soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage, du Bureau de Contrôle... Devront être présentés en temps opportun, pour qu'ils puissent être examinés sans apporter de retard à la poursuite normale des travaux.

L'entreprise est tenue de fournir les PV de contrôle réalisés sur l'opération.

Contrôle interne de l'entreprise

En début de chantier, le titulaire donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau du stockage, le titulaire s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, le titulaire s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau de la fabrication et la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou règles de l'art.
- Au niveau des essais, le titulaire réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

- Au niveau de l'interface entre corps d'état, le titulaire vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état (marché bâtiment) permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Le titulaire est tenu de fournir les PV de contrôles réalisés sur l'opération.

Marque et type des matériels

Les marques des matériels indiquées au présent descriptif sont celles qui ont servi au dimensionnement des installations et à l'étude de la solution de base.

Les marques et références des produits, matériaux, appareils ou équipements figurant dans les descriptifs devront donc impérativement être respectées dans la proposition de base du titulaire.

Des variantes avec des choix de matériels pourront être effectuées conformément aux prescriptions du CCTP, dans des gammes de fabricants renommés et reconnus pour leurs qualités de fabrication et leur robustesse. Les matériels bas de gamme, issus de la distribution sans référence de fabricant seront proscrits.

Toute offre dans un matériel différent devra être clairement stipulée et être accompagnée des caractéristiques et références précises au matériel proposé (le Maître de l'Ouvrage ou ses conseils ayant toute latitude pour exiger le retour au matériel de référence si le matériel proposé ne leur convient pas pour quelque raison que ce soit).

Les indications du type « conforme au CCTP » « ou équivalent » « ou similaire » seront considérées comme rendant l'offre non conforme au même titre que l'absence de liste de matériel.

Le Maître d'Ouvrage, le Bureau d'étude maîtrise d'œuvre process pourront demander un changement de marque et/ou type de matériel après signature des marchés, sous réserve d'accord de l'entreprise.

Le choix définitif du matériel à installer sera fait par Maître d'Ouvrage, assisté du bureau d'études, pendant la période de préparation de chantier.

Le matériel retenu par le maître d'ouvrage ne pourra alors plus être modifié, même par un matériel équivalent. Le non-respect de cet engagement entraînera le remplacement des matériels non conformes et la prise en charge par l'entreprise de tous les frais annexes, en particulier les frais de reprise d'études et plans.

VI - GARANTIES, QUALITÉS ET PERFORMANCES

Prononcé de la réception (OPR + délai pour qualification + réception)

Lorsque les vérifications préalables auront donné des résultats satisfaisants, les OPR pourront être déclenchées.

Garantie du parfait achèvement

La durée de garantie de parfait achèvement est fixée à 1 an à compter de la réception.

Les titulaires garantiront formellement la bonne tenue des installations pendant cette période.

Pendant la période de garantie, le titulaire doit remédier aux défauts qui peuvent se manifester et modifier ou remplacer toutes les parties qui seraient reconnues défectueuses, ou simplement non conformes, ou aux réglementations en vigueur au moment de l'exécution des travaux, ou n'atteignant pas les objectifs.

Garantie décennale

La durée légale de la garantie est fixée à 10 ans

Présentation des offres

Les candidats devront annoncer sous forme d'un tableau, les coûts de fonctionnement des installations (chauffage, Eclairage, entretien, etc...) ainsi que la durée de vie des équipements.

Signature de l'entreprise